

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°9 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : La construction du tronçon afghan de CASA-1000 reprendra en avril prochain ;
- ❖ **Bangladesh** : Moody's adopte une perspective stable pour le système bancaire du Bangladesh ;
- ❖ **Inde** : Signature d'un accord de libre-échange de l'Inde avec quatre pays européens ;
- ❖ **Maldives** : Évolution de la balance des paiements maldivienne ;
- ❖ **Népal** : Avec un montant proche de 14 Mds USD, le Népal reconstitue ses réserves de change ;
- ❖ **Pakistan** : FMI – Mission des services à Islamabad du 14 au 19 mars consacrée à l'accord de confirmation (SBA) du FMI et à la préparation d'un nouvel accord de la facilité élargie de crédit (EFF) ;
- ❖ **Sri Lanka** : Baisse des taux obligataires ;

LE CHIFFRE A RETENIR

3,8%

Progression de l'indice de la production industrielle (IPI) pour le mois de janvier en Inde, contre 4,2% en décembre 2023

Afghanistan

La construction du tronçon afghan de CASA-1000 reprendra en avril prochain

Selon Zabihullah Mujahid, porte-parole du régime taliban, la reprise du projet CASA-1000, demandée simultanément par les États du Kirghizistan, du Tadjikistan et du Pakistan, est prévue pour la fin d'avril. Cette initiative fait suite à la signature du contrat de reprise le 8 mars dernier et à l'approbation de la Banque mondiale pour la reprise des travaux sur le tronçon afghan. Cette décision a été facilitée par l'adoption de la nouvelle approche 3.0 de la Banque mondiale, visant à élargir les interactions avec le gouvernement *de facto*, jusqu'ici presque inexistantes.

Le projet de transport d'électricité Asie centrale-Asie du Sud (CASA-1000), étendu sur 1 227 kilomètres à travers l'Asie centrale, vise à faciliter le transfert de l'énergie hydroélectrique excédentaire de cette région vers les régions d'Asie du Sud en déficit d'électricité. Le Kirghizistan et le Tadjikistan, disposant d'un surplus d'énergie, joueront un rôle crucial en fournissant de l'électricité à l'Afghanistan et au Pakistan dans le cadre de cette initiative. L'achèvement du tronçon afghan, dont la construction est estimée à trois ans, revêt une importance particulière en tant que pivot de l'interconnexion de la ligne de transmission. Environ 35 à 40 % du projet est déjà en cours, et 60 à 70 % des travaux sont en souffrance en Afghanistan. Les deux entreprises précédemment engagées sont prêtes à reprendre les travaux.



D'un coût estimé à environ 1,7 Md USD, le projet CASA-1000 est le fruit d'une collaboration entre les nations participantes, à la suite d'un accord intergouvernemental conclu en 2008. Par ailleurs, le financement de CASA-1000 implique sept institutions, avec une contribution importante de la Banque mondiale par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement. Le Groupe de la Banque mondiale fournit un financement de 526,5 M USD, complété par d'autres bailleurs de fonds, dont la Banque Islamique de Développement (155 M USD), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (110 M USD), la Banque

européenne d'investissement (180 M USD), le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan (40 M USD). En outre, le financement bilatéral comprend 11,5 M USD de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et 46 M USD du ministère britannique du développement international, le Pakistan contribuant aux 101 M USD restants en tant que pays bénéficiaire.

Le porte-parole du gouvernement britannique a souligné que ce projet permettrait d'atténuer considérablement la pénurie d'électricité en Afghanistan tout en générant d'importantes recettes de transit pour le pays. Le revenu annuel brut moyen tiré de l'exploitation de CASA-1000, anticipé dès 2027, est estimé à 71 M USD pour l'Afghanistan.

Bangladesh

Moody's adopte une perspective stable pour le système bancaire du Bangladesh

L'agence de notation américaine Moody's a révisé ses perspectives pour le système bancaire bangladais, qui passent de négatives à stables. Cette décision intervient un an après la dégradation de la perspective de stable à négative en raison d'un contexte macroéconomique détérioré avec une baisse des réserves de change et un niveau élevé de prêts non-performants.

Le secteur bancaire reste aujourd'hui fragile mais Moody's considère que la situation de liquidité et la rentabilité du secteur se sont stabilisées. L'agence de notation appuie également son analyse sur l'idée que le gouvernement continuera de soutenir le secteur bancaire et poursuivra les récentes réformes entreprises en la matière, conformément au programme FMI.

Le budget du programme annuel de développement est révisé à la baisse pour l'exercice en cours

Le gouvernement revoit à la baisse le budget lié au programme annuel de développement (ADP) dans le cadre de l'année fiscale en cours. Le budget de l'ADP passe ainsi de 2630 Mds Tk (25 Mds USD) à 2450 Mds Tk, soit une diminution de 7%, en raison de performances médiocres en termes d'exécution des projets et d'une croissance moins bonne que prévu. Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2023-24, le taux de mise en œuvre de l'ADP était de seulement 27%, soit le taux le plus bas depuis les quatorze dernières années.

L'ADP révisé est principalement dirigé vers le secteur du transport et des communications (26%), et l'énergie – y compris la centrale nucléaire de Rooppur (15,5%). Les secteurs de l'éducation, du développement rural, et de la santé ont vu leur enveloppe diminuer. Cet ADP comprend en tout 1488 projets, dont certains méga-projets comme le Padma Bridge Rail Link (financement EXIM Bank of China), la centrale de charbon à Matarbari (financement JICA) et la desserte ferroviaire vers Cox's Bazar (financement Banque Asiatique de Développement).

Le gouvernement endigue la monétisation du déficit sur le premier semestre

Sur les six premiers mois de l'année fiscale 2023-24, le gouvernement a massivement réduit le financement de son déficit par des achats d'obligations par la Bangladesh Bank.

Le financement net auprès de la Banque Centrale s'est en effet inversé de +512 Mds Tk entre juillet et décembre 2022 à -354 Mds Tk de juillet à décembre 2023. Après avoir nettement reposé sur la création de monnaie, le gouvernement se tourne dorénavant davantage vers les banques locales afin de limiter l'inflation. En effet, le financement net auprès des banques a atteint 288 Mds Tk sur le semestre, contre -168 Mds Tk sur la même période l'année dernière.

Les banques commerciales ont acheté en grande quantité des obligations de courte maturité (Treasury Bills), attirées par des taux élevés autour de 11-12% en fonction des maturités. Cette attractivité exerce une contrainte sur la liquidité bancaire et contribue à réduire la hausse des crédits au secteur privé, qui a été de 9,9% en janvier 2024 contre 12,6% un an auparavant. Néanmoins, le gouvernement doit compter sur les prêts étrangers (341 Mds Tk) pour financer son déficit. Ces prêts permettent en effet de compenser les remboursements de la dette interne, qui ont excédé les nouveaux emprunts, à hauteur de -284 Mds Tk pour le financement intérieur net. La dette domestique tombe ainsi à 15,4% fin décembre 2023 contre 18,0% fin juin 2023.

La Première ministre confirme le projet de deuxième centrale nucléaire

Alors qu'un site dans le sud du pays avait initialement été considéré pour accueillir la deuxième centrale, la Première Ministre a annoncé en mars 2024 que celle-ci serait finalement construite sur le site de Rooppur, en raison de la mauvaise qualité des sols dans les zones côtières.

Deux réacteurs VVER-1200 (1200 MW chacun) de conception russe sont actuellement en construction sur le site de Rooppur, à 140 kilomètres à l'ouest de Dacca. Les autorités espèrent la mise en service de la première unité d'ici fin 2024 et en 2025 pour la deuxième.

Bhoutan

La croissance économique du Bhoutan tirée par le secteur du tourisme

Selon le dernier Rapport sur les perspectives économiques mondiales 2024 de la Banque mondiale, l'économie du Bhoutan devrait connaître une croissance plus modérée, estimée à 4 % cette année. Cette prévision de croissance a été révisée à la hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à la projection précédente de la Banque mondiale en juin dernier, qui était de 3,1 %. Pour l'exercice précédent, 2022-23, la croissance était estimée à 4,6 %.

La Banque mondiale a souligné que le ralentissement prévu de la croissance pour cette année budgétaire est imputable à une diminution de l'investissement public et des dépenses en capital. Cependant, l'économie bénéficiera de la solide performance des services liés au tourisme.

La reprise du tourisme mondial a été particulièrement bénéfique pour le Bhoutan, avec 103 000 arrivées de touristes l'année dernière, dépassant ainsi l'objectif fixé par le ministère du Tourisme qui était de 98 000 touristes pour l'année. Durant la même période, le Bhoutan a également enregistré un revenu record de 26 M USD provenant de la taxe de développement durable.

Pour l'année budgétaire 2024-25, la Banque mondiale prévoit que l'économie retrouvera une croissance de 4,6 %. Cela s'explique par la reprise des secteurs de l'industrie et des services, ainsi que par la mise en service d'une nouvelle centrale hydroélectrique, la centrale Punatsangchhu-II, d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, selon le rapport de décembre 2023 de la Banque asiatique de développement (BASD), l'économie du Bhoutan devrait croître de 4,4 % cette année, soutenue par la reprise de l'industrie du tourisme et le démarrage des opérations de la centrale électrique de Nikachhu.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'inflation reste stable, à 5,09 % en février

Selon les données publiées par le Ministère des Statistiques, l'inflation, mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation, est restée stable à 5,09 % en février (contre 5,1 % en janvier). La dérive des prix des produits alimentaires s'est poursuivie – à 7,8 % en février contre 7,60 % en janvier –, signalant la persistance de risques inflationnistes sur la composante alimentaire de l'indice, dont la pondération est élevée, à 46% de l'IPC. On note cependant un ralentissement de l'inflation sous-jacente, à 3,4 % au cours du mois sous revue, contre 3,6 % en janvier. Le taux d'inflation rural est resté inchangé à 5,34 %, tandis que le taux d'inflation urbain est passé de 4,92 % en janvier à 4,78%.

Ce chiffre est conforme aux prévisions des analystes : un sondage Bloomberg auprès des économistes prévoyait un taux d'inflation à 5,05 % pour le mois de février.

L'inflation reste ainsi circonscrite à l'intérieur de la cible de la RBI (entre 2 % et 6 %) mais reste toujours supérieure à l'objectif d'inflation à moyen terme, fixé à 4 %, et ce pour le 53^{ème} mois consécutif. Pour mémoire, si la mousson est normale, l'IPC devrait revenir à ce niveau à partir de juillet, en raison d'un effet de base favorable, ce qui autorisera la RBI à initier son cycle de baisse des taux directeurs en août.

La production industrielle croît de 3,8% en janvier en glissement annuel, contre 4,2 % en décembre

L'indice de production industrielle progresse de 3,8 % en janvier, confirmant le rebond enregistré depuis décembre. Au mois le mois, l'indice augmente de 0,9 % après une hausse de 1 % en décembre 2023 par rapport à novembre. La production de biens de consommation durable croît de 11 % en g.a., contre 5,3 % en décembre, alors que celle des biens de consommation non-durable reste atone, à -0,3 %, après 2,4 % en décembre.

La production de biens d'équipement, liée au programme de relance par les infrastructures, continue d'être bien orientée, avec une progression de l'ordre de 4 %.

Politique commerciale

Signature d'un accord de libre-échange entre l'Inde et quatre pays européens

L'Inde et l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui regroupe l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège et la Suisse, ont signé un accord de libre-échange le 10 mars 2024. Il s'agit du quatrième accord commercial signé par l'Inde depuis 2014 après l'île Maurice, les Emirats arabes unis et l'Australie.

Bien que l'accord soit qualifié de moderne et d'ambitieux par la partie indienne, qui signe pour la première fois un accord de libre-échange avec quatre pays développés, certaines nuances doivent être prises en considération.

L'accord, composé de quatorze chapitres, prévoit la suppression de nombreuses lignes tarifaires (92,2% pour les pays de l'AELE et 82,7% pour l'Inde) ainsi qu'un investissement de 100 milliards USD et la création d'un million d'emplois en Inde. Il présente cependant la particularité que les concessions tarifaires sont conditionnées à l'engagement d'investissement des pays de l'AELE. L'Inde se réserve la possibilité de prendre des mesures correctives pour rééquilibrer ces concessions tarifaires si les engagements en matière d'investissement direct ne sont pas respectés.

Par ailleurs, les importations indiennes en provenance des pays de l'AELE sont en grande partie de l'or (80% des importations), dont la ligne tarifaire n'est pas concernée par l'accord. Si ce dernier prévoit également un volet agricole et agroalimentaire, les exportations agricoles de l'Inde vers les pays de l'AELE sont minimales et il est peu probable qu'elles augmentent de manière significative en raison des normes de qualité plus strictes dans les pays de l'AELE.

Enfin, si certains chapitres de l'accord sont relativement détaillés (SPS, OTC, DPI), d'autres comme ceux sur le développement durable et sur les marchés publics sont sans engagements contraignants.

Il est probable que l'Inde utilise le cadre de cet accord comme levier dans la poursuite de ses négociations avec le Royaume-Uni et l'Union Européenne.

L'Inde prévoit un investissement de 1,2 Md USD dans l'intelligence artificielle (IA)

L'Inde s'engage dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) avec un investissement prévu de plus de 1,2 Md USD réparti sur cinq ans. Cet investissement appuie divers projets visant à renforcer la position du pays dans ce secteur en plein essor.

L'Inde vise à se démarquer dans le domaine de l'IA, un marché estimé à près de 17 milliards de dollars d'ici 2027 selon les prévisions de Nasscom, l'Association nationale des sociétés de logiciels et de services. Cet investissement est destiné à stimuler l'écosystème de l'IA en Inde et à façonner l'avenir de ce secteur crucial.

Les fonds seront utilisés pour mettre en place une infrastructure informatique et soutenir les start-ups travaillant dans le domaine de l'IA. Cet investissement permettra également de trouver des solutions innovantes pour divers secteurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et l'environnement.

Cependant, l'Inde prévoit également d'imposer certaines restrictions sur l'utilisation de l'IA. Les entreprises devront obtenir l'autorisation du gouvernement avant de rendre public l'accès à leurs outils d'IA, en particulier s'ils sont jugés peu fiables ou en phase de test. Cette réglementation vise à garantir la sécurité et la confiance dans l'utilisation de l'IA en Inde.

Les enjeux autour de l'IA sont d'autant plus importants en cette année d'élections, avec des préoccupations croissantes concernant la désinformation et la manipulation.

Maldives

Évolution de la balance des paiements maldivienne

Pour l'année 2023, la balance des paiements des Maldives s'est fortement dégradée. Le déficit de la balance courante a augmenté de 53,3% pour atteindre 1,54 Md USD soit 22,8% du PIB. Le solde commercial qui reste largement déficitaire (-2,94 Mds USD soit 43,5% du PIB) évolue très peu (-0,8% en glissement annuel). En revanche, le solde des flux de services diminue fortement du fait d'une baisse de -305,4 M USD sur les transferts liés à la vente de services touristiques (ces derniers passant de 72% à 60,8% du PIB entre 2022 et 2023).

Matériellement, ce chiffre est le résultat du développement d'activités touristiques à valeur ajoutée moins importante que par le passé, malgré une augmentation du nombre d'entrées de touristes sur le territoire. Cela pourrait s'expliquer par un changement de profil des touristes ainsi que par le développement d'une offre hôtelière meilleure marché que celle des complexes hôteliers haut de gamme. Le compte financier dégage un excédent de 1,36 Md USD soit 19,2% du PIB, niveau insuffisant pour financer le déficit de la balance courante. L'excédent du compte financier s'explique par la hausse des investissements en provenance de l'étranger qui s'élèvent à 796 MUSD (essentiellement dans le tourisme). Cette dégradation de la balance des paiements se traduit par une baisse des réserves de change qui s'élevaient fin janvier 2024 à 551,1 M USD soit 1,3 mois d'importations de biens et de services.

Népal

Avec un montant proche de 14 Mds USD, le Népal reconstitue ses réserves de change

Les réserves de change du Népal ont atteint un sommet, s'élevant à 13,9 Mds USD à la mi-février, après un montant de 13,7 Mds USD un mois auparavant, et 11,7 Mds USD au début de l'exercice budgétaire en juillet dernier, selon la Banque centrale du pays, Nepal Rastra Bank. Les réserves de change existantes sont suffisantes pour financer l'importation de biens et de services pendant 12,2 mois.

Selon la Nepal Rastra Bank, l'augmentation des envois de fonds et la baisse des importations ont simultanément contribué à la reconstitution des réserves de devises. D'après le rapport mensuel de la Banque centrale, les envois de fonds à destination du Népal ont augmenté de 21,6 % en glissement annuel, atteignant 6,7 Mds USD au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire en cours. Cette croissance est liée à l'augmentation constante du nombre de migrants partant à l'étranger à la recherche de meilleures opportunités de revenus. Au cours de cette période, plus de 400 000 Népalais ont quitté le pays avec des visas de travail, selon les données de la Banque centrale.

Cependant, d'après l'économiste Chandramani Adhikari, l'accumulation de réserves de change présente à la fois des avantages et des inconvénients. Dans le contexte actuel, cette accumulation découle principalement de la réduction des importations, ce qui témoigne largement de la faible croissance enregistrée ces derniers temps.

Pakistan

FMI – Mission des services à Islamabad du 14 au 19 mars consacrée à l'accord de confirmation (SBA) du FMI et à la préparation d'un nouvel accord de la facilité élargie de crédit (EFF)

Le gouvernement pakistanais estime avoir rempli toutes les conditions pour la deuxième revue du SBA.

L'excédent budgétaire se situerait à la fin février à 1800 Mds PKR (6,5 Mds USD). Sur le volet des dépenses publiques, le Pakistan a consacré plus de 1000 Mds PKR de dépenses de santé au cours du premier semestre. Sur le plan des recettes, l'agence fiscale (FBR) est parvenue à récupérer des impôts non-perçus à hauteur de 43 Mds PKR.

Le gouvernement a limité l'augmentation de la dette circulaire du secteur de l'électricité à 378 Mds PKR en six mois par rapport à l'exigence maximale de 385 Mds PKR formulée par le FMI. En matière de politique monétaire et de gestion des réserves, la Banque centrale a également rempli son objectif en matière de réserves nettes de devises. Enfin, le gouvernement reconnaît qu'il n'a pas été en mesure de remplir la condition de mise en service de l'unité centrale de surveillance du ministère des Finances, mais il considère que cela n'aura pas d'impact négatif sur son évaluation globale.

La visite des services du FMI a démarré le 14 mars et devrait se prolonger jusqu'au 19 mars inclus. Il est prévu des discussions sur le contour d'un nouveau programme de l'EFF, qui devrait être conditionné à la loi de finances pour le prochain exercice budgétaire 2024/25 (1^{er} juillet-30 juin). Il est prévu que ces discussions se poursuivent à Washington pendant les assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Politique économique – principales orientations du nouveau ministre des Finances, M. Muhammad Aurangzeb

Le nouveau ministre des Finances a souligné lors de sa première conférence de presse (i) qu'il allait poursuivre les politiques de stabilisation recommandées par le FMI dans le cadre de l'accord de confirmation signé le 12 juillet ; (ii) qu'il entendait remplir les critères structurels sur lesquels les gouvernements pakistanais s'étaient engagés au cours des dernières années ; (iii) qu'il visait à obtenir une stabilisation macroéconomique durable, même si elle se faisait au détriment de la croissance ; (iv) qu'il convenait de mieux coordonner les mesures de politique économique prises dans le cadre du gouvernement ; (v) que l'inflation ne pourrait baisser durablement sans stabilité macroéconomique.

Le Premier ministre annonce les actions qu'il va mettre en œuvre prochainement dans le secteur des hydrocarbures

Dans une réunion de haut niveau rassemblant des hauts fonctionnaires et des acteurs du secteur des hydrocarbures, le Premier ministre a indiqué : (i) que le premier objectif de son gouvernement consistait à réduire les pertes du secteur du gaz grâce à des compteurs intelligents et d'identifier et de prendre des mesures strictes contre le vol de gaz et de pétrole ; (ii) qu'il avait demandé l'élaboration d'une stratégie sur les ressources minérales du pays, leur exploration et les perspectives d'exportations.

(iii) En matière d'exploration/production d'hydrocarbures, il recommande au ministère en charge de travailler sur l'exploration *offshore* et l'exploration/production de pétrole et de gaz de schiste. (iv) Il indique également qu'il compte travailler à l'amélioration des capacités de raffinage du pétrole du pays, il a pour cela demandé à son gouvernement de lui présenter prochainement une stratégie globale visant à éliminer la dette circulaire des secteurs pétrolier et gazier et à trouver une solution durable à cette question.

Annonce d'un plan de construction de centrales d'énergie renouvelable qui sera assuré par des compagnies pétrolières publiques pakistanaises

Lors de sa première intervention à l'Assemblée Nationale, effectuée dans le cadre de la nouvelle législature, le nouveau Premier ministre M. Shehbaz Sharif a demandé à son ministre de l'Énergie et du Pétrole de travailler à un programme de construction de centrales électriques renouvelables, financé par les compagnies pétrolières publiques pakistanaises.

Manquement aux règles d'appels d'offres et soupçons de corruption en matière d'achat de charbon

Le ministre de l'Énergie du gouvernement de transition a publié une lettre ouverte concernant des cas de corruption qui toucheraient l'achat de charbon pour le compte de la centrale à charbon de Sahiwal, construite dans le cadre du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). Il soulève une rupture des règles d'équité et de transparence dans le processus d'appels d'offres concernant les contrats d'achats à long terme.

Nommé ministre des finances, M. Muhammad Aurangzeb - PDG de la Habib Bank (HBL) - sera épaulé par M. Imdad Ullah Bosal, un haut fonctionnaire très expérimenté

M. Aurangzeb obtient le portefeuille du ministère des Finances, élargi à la division des recettes. M. Aurangzeb a été PDG de la HBL pendant six ans après avoir exercé des responsabilités à la Citi, la branche JP Morgan de Singapour et chez ABN AMRO à Amsterdam (il a d'ailleurs renoncé à la nationalité néerlandaise qu'il avait adoptée il y a une vingtaine d'années et réintégré la nationalité pakistanaise le 11 mars). M. Aurangzeb est titulaire d'un MBA à la Wharton School (University of Pennsylvania).

M. Aurengzeb sera aidé dans sa tâche par M. Imdad Ullah Bosal, « additional secretary » aux Finances, un haut fonctionnaire qui a 28 années de carrière à son actif. Depuis 2020, M. Imdad Ullah Bosal a notamment occupé le poste de directeur du budget et de sous-directeur Banque / Investissement / Finances au ministère des Finances. Dans la province du Pendjab, il a également été secrétaire du Ministre en Chef (chef du gouvernement provincial) et secrétaire spécial aux Finances.

M. Imdad Ullah Bosal a été secrétaire aux Finances depuis le 19 mai 2023 (soit sous les deux ministres des Finances M. Ishaq Dar et Mme Shamshad Akhtar). Il s'agit d'une des personnalités clefs ayant permis la mise en place de l'accord de confirmation (SBA) à l'issue de de négociations avec le FMI en juin/juillet 2023.

Aussitôt nommé ministre des affaires étrangères, M. Dar - qui a été ministre des Finances dans quatre gouvernements dirigés par le PML-N - entend rester incontournable dans certaines des négociations permettant au Pakistan d'éviter le défaut de paiement

M. Ishaq Dar, qui a été ministre des Finances à quatre reprises depuis 1998, et notamment d'avril 2022 à août 2023, a indiqué dans un entretien aux médias cette semaine : (i) « qu'il souhaitait rester influent dans les affaires économiques du pays ; (ii) que l'économie et la diplomatie économique devaient jouer un rôle plus important qu'actuellement dans l'appareil diplomatique du pays alors que le Pakistan cherche à obtenir une nouvelle « facilité élargie de crédit de la part du FMI et des financements provenant de Chine et des Etats du Golfe et des investissements (Etats du Golfe)».

Sri Lanka

Le plan d'action du gouvernement pour la lutte contre la corruption

Le plan d'action du gouvernement, en réponse au rapport sur le diagnostic de la gouvernance présenté par le FMI, a été publié. La mise en œuvre de réformes à la suite des recommandations marque une étape cruciale dans la volonté du gouvernement de stabiliser l'économie, notamment concernant la lutte contre la corruption. Le Ministre d'Etat aux Finances, M. Semasinghe, a souligné que ces mesures jettent les bases d'un développement économique durable. Il a également appelé à un soutien collectif pour garantir la transparence et la stabilité budgétaire, tout en rappelant la nécessité de créer un environnement propice à l'investissement et à la croissance.

Plus précisément, dans ce plan d'action, quinze engagements de réforme sont pris par le gouvernement. Notamment la mise en place d'une procédure transparente et publique de nomination des commissaires de la CIABOC (*Commission to Investigate Allegations of Bribery or Corruption*), la publication des déclarations de patrimoine des hauts fonctionnaires, la réglementation des marchés publics, la création d'un site consacré aux marchés publics avec la publication d'un rapport et d'un suivi des marchés publics. L'action 10 du plan prévoit de modifier la législation fiscale afin qu'elle puisse limiter le pouvoir du gouvernement dans l'introduction de réformes et d'inflexion de la politique budgétaire sans l'approbation du Parlement.

Baisse des taux obligataires

Au plus fort de la crise économique qui a frappé le pays dans le sillage du Covid, le coupon des *Treasury Bills* sri-lankais affichait une valeur record de 29,46% d'intérêts en décembre 2022 sur les titres émis pour un terme de douze mois. Après quoi, l'année 2023 a enregistré une diminution significative des taux obligataires. Cette dernière s'est amorcée dès le mois de janvier avec une première baisse d'environ 1,5 points de pourcentage (27,78% d'intérêts sur les titres à douze mois), avant de s'accélérer sur le premier semestre (16,99% en mai), pour se stabiliser en fin d'année, à hauteur de 12,89% en novembre puis 12,93% en décembre. Cette dynamique reprend, dans une moindre mesure, au début d'année 2024 : les émissions d'obligations à douze mois en date des 7 février et 6 mars ont ainsi été réalisées pour des taux d'intérêt respectifs de 10,73% et 10,14%, tandis que les titres à trois et six mois sont repassés au-dessous de la barre des 10% pour la première fois depuis février 2022. De cette manière, le marché des titres de créances négociables, à l'image de la politique monétaire de la Banque

Centrale sri-lankaise (CBSL), observe un ralentissement de la baisse des taux depuis le dernier trimestre 2023. Pour mémoire, la CBSL a fait le choix de maintenir ses deux taux directeurs depuis novembre, à hauteur de 9,00% pour le taux de facilité de dépôt (Standard Deposit Facility Rate – SDFR) et 10,00% pour le taux de facilité de prêt (Standard Lending Facility Rate – SLFR), après les avoir abaissés entre avril et octobre.

Mise en place d'une unité de lutte contre l'évasion fiscale des grandes fortunes

L'*Inland Revenue Department* (IRD) sri-lankais a annoncé la création d'une unité visant à surveiller les pratiques fiscales des grandes fortunes du pays. L'objectif de ce dispositif est de cibler les ménages à fort revenu et d'entrer en contact avec eux afin de s'assurer de la régularité de leur situation fiscale. L'IRD a également manifesté la volonté de renforcer sa coopération avec d'autres organisations nationales et étrangères en ce sens. L'appareil réglementaire dont bénéficie l'IRD lui permet déjà de collaborer avec des institutions bancaires et financières réparties dans 45 pays, l'objectif étant de recenser les éventuels comptes *offshores* des grandes fortunes en question. Le motif politique majeur de cette décision est – comme pour l'augmentation de la TVA de relever le niveau de collecte d'impôts pour atteindre 12,1% du PIB en vue de réduire le déficit budgétaire (objectif de 0,6% pour le déficit primaire en 2024) dans un contexte de sortie de crise économique.

Hausse des chiffres du tourisme et des envois de fonds de travailleurs émigrés au mois de février

Selon la CBSL, en 2023, on observe une augmentation de 57,5% des envois de fonds des travailleurs sur la période janvier à décembre, à 6 Mds USD. Les données récentes de la Banque centrale du Sri Lanka (CBSL) révèlent une croissance importante des envois de fonds des travailleurs et des revenus touristiques en février 2024. Sur les deux premiers mois de l'année en cours, les envois de fonds des travailleurs ont augmenté de 14,1 % par rapport aux deux premiers mois de 2023, atteignant ainsi 963,7 MUSD. Parallèlement, les revenus du tourisme ont connu une hausse notable de 103 % par rapport à l'année précédente, s'élevant à 657,5 M USD pour le mois de janvier et février 2024. Cette augmentation remarquable témoigne d'une reprise significative dans ces secteurs clés de l'économie sri-lankaise. Selon les prévisions de la Banque centrale, cette tendance devrait se poursuivre en 2024.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr